



Lutter contre la crise climatique de manière cohérente et socialement équitable

La crise climatique représente la plus grande menace pour notre avenir. Les chercheur-euses ont mis en garde contre le réchauffement de notre planète dès les années 1980¹. Malgré d'innombrables conférences et accords sur le climat, il ne s'est à ce jour pas passé grand-chose. La crise n'a pas été et n'est toujours pas combattue de manière appropriée. Bien plutôt, elle continue d'être alimentée. Une poignée d'individus profitent de cette situation au détriment de nous tou-tes. La cause de ce désastre est claire – le système économique capitaliste ne se maintient que par l'exploitation de l'être humain et de la nature. Le coût de la maximisation des profits à court terme de quelques ultra-riches augmente de façon effrénée pour le reste de la population mondiale, jusqu'à franchir le seuil de l'inabordable. Si nous voulons endiguer la catastrophe comme il se doit, nous devons impérativement nous éloigner de l'économie capitaliste. L'époque des contes de fées sur la croissance éternelle est révolue. Avec eux, face à la réalité implacable de la finitude des ressources, meurt aussi le vœu pieux d'un capitalisme « vert ». Nous devons prendre le tournant écosocialiste le plus rapidement possible, afin d'assurer un avenir sûr et digne d'être vécu à notre génération et à celles qui viendront après elle.

Stopper le réchauffement – viser l'objectif de 1.5 degré

En 2015, en signant l'accord de Paris sur le climat², la Suisse a accepté de prendre des mesures visant à limiter le réchauffement du climat mondial à une valeur bien inférieure à 2°C. Il est souhaitable d'atteindre l'objectif de 1,5 degré. En effet : selon des modélisations mathématiques (calculs sur modèle), cette valeur devrait avoir beaucoup moins de conséquences négatives.³ Pour atteindre cet objectif, nous devons réduire le plus rapidement possible nos émissions de gaz à effet de serre (GES). En outre, nous devons tout mettre en œuvre pour éviter coûte que coûte le déclenchement de certains points de basculement⁴. À titre illustratif, citons la fonte des calottes polaires. Si les pôles sont libres de glace, la surface de l'eau réfléchit moins de rayons solaires et absorbe donc plus d'énergie. Conséquence : elle se réchauffe davantage.⁵ La recherche montre qu'un réchauffement supérieur à 1,5 degré augmente considérablement la probabilité d'atteindre ces points de basculement.⁶ La Grève du climat exige donc depuis le début, dans une perspective de justice climatique, que les émissions de GES soient réduites à zéro (en termes nets) d'ici à 2030. Les délégué-es du PS Suisse ont soutenu cette position en adoptant la résolution « Solidarité avec les mouvements de grève en faveur du climat » lors de l'AD

¹ <https://www.ardalpha.de/wissen/umwelt/klima/klimawandel/klimawandel-klimaforschung-geschichte-historisch-100.html>

² <https://unfccc.int/process/conferences/pastconferences/paris-climate-change-conference-november-2015/paris-agreement>

³ <https://www.wwf.at/artikel/folgen-der-klimakrise-15-grad-versus-2-grad/>

⁴ Point de basculement : point critique à partir duquel une « réaction en chaîne du climat » menace en cas de dépassement

⁵ <https://www.quarks.de/umwelt/klimawandel/diese-4-kippelemente-beschleunigen-die-klimaerwaermung/>

⁶ <https://www.science.org/doi/10.1126/science.abn7950>

du 2 mars 2019 à Goldau. Avec des exigences atténuées, que le PS Suisse ou le groupe parlementaire ont formulées depuis lors, ils/elles se sont accommodés de la perspective d'un réchauffement de 2°C ou plus. Une telle « surchauffe » serait dévastatrice pour des milliards de personnes et ne correspond pas à la volonté démocratique exprimée lors de l'Assemblée des délégués de 2019. **Le PS Suisse s'engage donc résolument pour l'objectif de zéro émission nette de GES d'ici à 2030 dans le pays, sans mesures de compensation et avec la trajectoire de réduction proposée par la Grève du climat⁷.**

Contre une nouvelle loi sur le Co2 insuffisante

La Confédération a manifestement manqué l'occasion d'assurer un avenir pour tou-tes en menant une politique climatique cohérente. La loi révisée sur le CO₂, qui a été soumise au peuple suisse en juin 2021, a responsabilisé dans une mesure disproportionnée la population active plutôt que les grand-es pollueur-euses. Pour parvenir à un équilibre, le tiers des émissions de CO₂ devrait être compensé à l'étranger. Cela démontre en premier lieu le manque évident de volonté politique de sortir du statu quo et de renverser la vapeur à temps.

En décembre 2021, une nouvelle proposition du Conseil fédéral, avec la conseillère fédérale PS Sommaruga à la tête de l'OFEV, était déjà sur la table. En fait, il semble que l'on soit parvenu à édulcorer encore davantage le projet, car la dernière proposition de loi ne repose que sur des incitations, et non sur des réglementations ni des investissements publics massifs. Parallèlement, à peine la moitié des recettes générées par la taxe sur le CO₂ appliquée aux combustibles doit désormais être redistribuée, contre $\frac{2}{3}$ dans la version précédente.⁸ Les propriétaires immobilier-ères, déjà privilégiés financièrement, devraient donc profiter encore plus de la taxe, financée en majorité par les locataires, lorsqu'ils/elles remplacent le chauffage fossile. Dans le même temps, aucun mécanisme de contrôle n'est prévu pour protéger les locataires contre les résiliations de bail ou les augmentations de loyer illégitimes.⁹

Pour la population active, ce projet représente une détérioration à plusieurs niveaux. L'objectif de 1,5°C ne constitue même pas une cible à atteindre absolument et sera donc clairement manqué – nous devons supporter les conséquences de cette protection climatique à la sauce bourgeoise. Pendant ce temps, les entreprises de tous les secteurs pourraient désormais se faire exempter de la taxe sur le CO₂, simplement en présentant un plan vague et non contraignant sur la manière dont leurs émissions pourraient être réduites.

Le PS ne peut pas soutenir une nouvelle fois une loi révisée sur le CO₂ tant que les grandes entreprises et la place financière suisse ne seront pas entravées dans leurs manœuvres et agissements nuisibles au climat et que la population qui travaille ne sera pas déchargée. Il existe suffisamment de plans efficaces pour atteindre des objectifs climatiques ambitieux. Exemple : le Climate Action Plan¹⁰, qui a été élaboré par la Grève du climat en collaboration avec des scientifiques. Le PS soutient donc ce plan d'action (plan de mesures).

⁷ <https://climatestrike.ch/fr/movement>

⁸ <https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-90389.html>.

⁹ Dyttrich, Bettina : Klammheimlich schrumpft der Bonus (Le bonus se rétrécit comme une peau de chagrin), in : WOZ (Nr. 51), 23.23.2021, [<https://www.woz.ch/2151/neues-co2-gesetz/klammheimlich-schrumpft-der-bonus>], Accès : 12.10.2022.

¹⁰ Climate Strike Switzerland/Huggel, Christian (et al.): Climate Action Plan, 08.01.2021, [<https://climatestrike.ch/fr/posts/cap-download>].

Le pouvoir de la rue

Dans la lutte contre la crise climatique, la voie purement parlementaire ne s'est pas révélée efficace. Malgré les formidables protestations du mouvement climatique depuis l'année 2019, les électrices suisses ont coulé dans les urnes la révision pour le moins modérée de la loi sur le CO2 en 2021. À souligner : après le rejet de la loi par le Parlement en 2018, un tel projet n'aurait, sans la pression de la rue, très probablement même pas été présenté en 2021.

De toute évidence, la crise climatique est encore loin d'être combattue de manière socialement équitable et l'objectif de 1,5°C s'éloigne de plus en plus. Même le contre-projet indirect à l'initiative pour les glaciers élaboré au Parlement, qui ne fixe que 2050 comme année cible pour un bilan de zéro émission nette, est désormais torpillé par un référendum de l'UDC.

Une chose est donc claire : **le PS doit aussi se consacrer à la lutte sur un mode extraparlimentaire, en descendant dans la rue.** À l'avenir, le PS Suisse ne doit plus se focaliser aussi fortement sur le groupe parlementaire du Palais fédéral. Ce dont nous avons besoin maintenant, c'est d'un changement radical.

Les faits sont là... et têtus. Si le PS veut être pris au sérieux en tant que force pertinente dans la lutte contre la crise climatique, il doit assumer ses responsabilités en conséquence. Tout le reste serait hypocrite et désastreux – il n'y a plus de temps pour les compromis à bon marché. Il faut maintenant aller de l'avant avec courage pour garantir un avenir digne d'être vécu. En tant que plus grand parti de gauche de Suisse, le PS a la responsabilité de s'impliquer partout de toutes ses forces et de faire tout ce qui est en son pouvoir pour lutter contre la crise climatique de manière cohérente et socialement équitable.